



03/08/2023



LU  
POUR  
VOUS

## Policier en détention à Aix : en Moselle, le syndicat Alliance appelle à limiter les interventions

**Le syndicat Alliance police nationale de Moselle appelle les policiers à limiter leurs interventions aux urgences, en réaction au maintien en détention de leur collègue à Marseille. Le policier du sud de la France attend d'être jugé suite aux blessures du jeune Hedi en marge des émeutes à Marseille.**

La colère des policiers mosellans, à l'annonce du maintien en détention de leur collègue marseillais. Ce jeudi, le tribunal a décidé que le policier qui a reconnu un tir de LBD le soir où le jeune Hedi a été grièvement blessé en marge des émeutes à Marseille restera en détention provisoire.

### Intervention uniquement pour les urgences

David Ghisleri, secrétaire départemental du syndicat Alliance Police nationale en Moselle, appelle les policiers mosellans à se mobiliser en soutien à leur collègue du sud de la France, en limitant leurs interventions aux seules urgences : "Évidemment, nous sommes des policiers républicains. On doit protection à la population et on sort évidemment sur les interventions qui revêtent un caractère grave, comme des violences sur les personnes ou des dégradations de biens. Mais pour les interventions comme les tapages, ou les contrôles routiers et les initiatives, nous sommes au ralenti".

Il ajoute : "On demande une protection des fonctionnaires de police. Il n'est pas normal que dans l'exercice de nos fonctions, on soit traité comme un criminel. Il faut que quand un policier travaille, il bénéficie d'une réelle protection de la part de l'Etat. On n'a pas l'intention de remettre en cause le fonctionnement de la justice, la justice est indépendante et il faut qu'elle le reste. Mais il faut aussi qu'on puisse armer juridiquement les fonctionnaires de police pour qu'ils puissent faire leur travail dans des conditions sereines."

### Les policiers "vont au travail la boule au ventre"

Le représentant du syndicat Alliance explique : "Là, tous les fonctionnaires de France vont au travail la boule au ventre et ont peur de l'intervention qui serait difficile et qui nous obligeraient à employer des moyens qui pour une certaine partie de la population nécessiterait qu'on se retrouve incarcéré. Ce n'est quand même pas normal que dans l'exercice de nos fonctions, on prenne le service le matin et le soir, on se retrouve en prison".